

Au Burkina-faso, quand la violence

n'a pas le dernier mot



Déchirure et recréation du tissu social. Pays, groupes, familles ou communautés ont leur source de tensions. Comment en sortir ?

Un fait a marqué la région de Pama durant le premier trimestre 2014 : un conflit entre des Peuls et des Mossis dans un village, à quelques kilomètres de chez nous. La manière (typiquement africaine ?) de surmonter une crise a retenu notre attention. Les Frères Sébastien Niampa et Jean-Louis Lejay ont participé aux réunions pour tenter l'apaisement.

D'un vivre ensemble paisible au déchainement de la violence

Apparemment tout est calme, on se salue respectueusement et pourtant, au moindre incident, *la violence peut éclater*. Au cours d'une nuit de janvier, un agriculteur mossi s'aperçoit qu'un peul, éleveur, fait pâturer son troupeau dans son champ. La récolte n'étant pas terminée, cela occasionne des dégâts. L'agriculteur lui fait une remarque d'autant plus que ce n'est pas la première fois que cela se produit. Lorsqu'il eut le dos tourné, le peul, en réponse, lui donne un coup de couteau. Les gendarmes arrêtent le peul puis le relâchent. Les peuls sont des éleveurs très solidaires. Des questions d'impunité peuvent se poser.

La lame du couteau était "empoisonnée". L'agriculteur meurt à l'hôpital quelques jours après.

Sitôt l'enterrement, un groupe de mossis décide de faire justice lui-même en allant brûler les

maisons des peuls (200 familles environ se retrouvent sans rien). Les peuls sont déplacés sous protection et un camp de réfugiés est installé à Pama avec l'aide de la Croix Rouge et des bonnes volontés.

Le fait devient un événement national. *Comment arrêter l'explosion de violence ?*

La ministre de la promotion des droits humains vient avec la presse pour condamner le fait et demander pardon aux diverses victimes. Toutes les autorités sont préoccupées ; la tension est forte.

Mise en place d'une "cellule de crise"

Le Haut-commissaire prend les choses en main. Fin janvier, il convoque une cellule de crise, avec la famille du défunt, les peuls, les services de sécurité, les autorités religieuses (catholiques, protestantes et musulmanes), des responsables de services et toutes les autorités : préfet, maire, cour royale, chefs peuls





et mossis... Avec beaucoup de tact, il exprime ses convictions en tant qu'homme : *croire à la possibilité de corriger l'histoire humaine*. Tous doivent se sentir mobilisés par une nécessaire solidarité. Il demande aux chefs religieux de travailler pour susciter la crainte de Dieu au sein de leurs fidèles. La période est critique, il faut reconstruire le tissu social, désamorcer la violence sans que personne ne prenne la place de l'État, mais chacun doit prendre sa part comme citoyen et croyant en Dieu.

Chaque participant prend la parole chacun à son tour ; personne ne la coupe.

Tous les aspects du problème sont abordés : *quelle est la cause d'une telle violence ?* Problèmes de terres, tensions autochtones-migrants, manque d'informations ! Donc certains posent la question du silence des autorités, etc.

Avec une grande dignité, le père de la victime dit que personne ne pourra oublier le passé mais qu'il est venu pour construire la paix parce que tous sont appelés à vivre ensemble. Il insiste pour dire qu'il ne veut pas d'argent, seulement le pardon.

Les services de sécurité et les diverses autorités civiles font le point sur la situation ; les autorités reconnaissent des erreurs de communication et rappellent les mesures nécessaires pour que les peuls puissent faire pâturer leurs troupeaux sans gêne pour les agriculteurs. Les autorités religieuses sont invitées à dire ce que signifie le pardon dans leur religion.

Au bout de six heures de palabres, une feuille de route est établie autour de *"aller vers l'autre"* : visite dans la famille du défunt par les peuls, visite des mossis chez les peuls pour présenter leurs excuses, visite des deux parties à sa Majesté (chef coutumier de Pama) pour présenter leurs excuses, réinstallation des déplacés.

Malgré ces démarches, la situation reste fragile. La saison des pluies approche. Il faut absolument que le climat s'apaise d'ici là. Les autorités, préoccupées de la peur persistante dans les deux "camps", ont provoqué une

cellule de crise en mars pour faire le point. On constate que :

- ▶ l'affaire a réveillé les tensions autour de la terre et des ethnies. Déjà l'an dernier, des événements semblables se sont déroulés en d'autres points du secteur (avec plusieurs morts).
- ▶ Personne ne doit chercher à tirer un intérêt pour son groupe ou son parti politique. Les initiatives doivent être communiquées aux autorités et les actes délictueux doivent être dénoncés, même s'ils sont commis par un membre de son groupe.
- ▶ Toutes les forces doivent s'allier pour l'harmonie et cultiver un esprit de paix.

La sincérité et le souci de vérité au sein de la cellule de crise existent ; mais les démarches de pardon "officielles" resteront insuffisantes si l'amertume reste dans les cœurs. Où puiser ce changement de regard sur l'autre, sans un certain "abaissement", sinon en Dieu pour les croyants ? On est loin de la laïcité à la française ! Au départ, une tension entre un agriculteur et un éleveur peut vite devenir, surtout avec le traitement des médias, un conflit entre ethnies ou entre religions.

Les histoires entre agriculteurs et éleveurs existent depuis toujours, souvenez-vous de Caïn et Abel au début du livre de la Genèse !

Frères Sébastien NIAMPA et Jean-Louis LEJAY
 Prieuré Saint Kisito
 Pama (Burkina-Faso)

